



Réhabilitation de

Napoléon III, (encore) ...

L'idée suit son chemin ou plutôt tous les chemins, sous la plume, cette fois, de notre très médiatisé historien national, Alain DECAUX. Relayé par des commentaires admiratifs de l'académicien Jean-Marie ROUART dans le journal VAR MATIN.

Lettre ouverte à Monsieur

Jean-Marie ROUART, à propos de son article sur le livre de Monsieur Alain DECAUX : « Coup d'État à l'Élysée », paru le 28 septembre 2008, avec demande d'insertion dans les colonnes de VAR MATIN, au titre d'un droit de réponse, au nom des victimes du coup d'État.

Monsieur

“L'Histoire faisant partie des Sciences Humaines, elle n'est pas, à ce titre, une science exacte. Elle s'accommode assez mal, cependant, de l'approximation, et la rigueur historique implique que pour l'écrire, il faut s'appuyer sur une documentation solide, plurielle et confronter ses différentes sources. Il semble que ce ne soit pas le cas pour le livre de Monsieur Alain Decaux.

Vous parlez avec admiration des conjurés “ qui risquaient gros ”. Que penser des risques que prenaient les citoyens, à qui la

Constitution de 1848 faisait un devoir de la défendre, y compris par les armes.

“ Ce sont des joueurs ”, dites-vous ; ce coup d'État leur aura sans doute permis, en

Notre prochaine

Assemblée Générale...

Elle aura lieu le **SAMEDI 6**

DÉCEMBRE à RIAN

(VAR) au FOYER RURAL,
à partir de 14h, suivie d'une

CONFÉRENCE de

Raymond HUARD sur

les journées de juin 1848.

Nous vous y attendons

nombreux

faisant main basse sur la Banque de France, d'éponger leurs dettes de jeu. On disait Louis Napoléon très endetté.

Vous dites que c'est un livre palpitant. L'histoire d'un crime de Victor HUGO, l'est bien davantage et les études d'Eugène TÉNOT sur le coup d'État à Paris et en

province, parues en 1865 et 68, sous le Second Empire sont, me semble-t-il, des plus honnêtes en matière d'objectivité. Sans doute Monsieur Alain Decaux ne les aura pas consultées, et aura cédé aux sirènes de ceux qui, aujourd'hui, tentent, par tous les moyens d'obtenir la réhabilitation de Napoléon III.

Sans vouloir entamer une querelle de chiffres, ni les minimiser, ceux qu'il cite sont erronés. Le général Cavaignac n'a pas laissé “huit mille morts sur le pavé” en réprimant la révolte des ouvriers parisiens. Le chiffre officiel est de trois mille. C'est évidemment trois mille de trop et sur ce point, je pense que nous serons d'accord. Le chiffre des victimes du coup d'État, par contre, n'a jamais été clairement établi.

Il faut tout de même préciser que c'est bien sous la seconde République que ce drame a eu lieu mais, c'est l'Assemblée Constituante, (majoritairement royalistes et républicains modérés), qui a d'abord décidé la fermeture des Ateliers nationaux, puis voté les pleins pouvoirs au général Cavaignac.

Vous mettez en parallèle les morts de la répression des 23-26 juin 48 avec les morts du coup d'État du 2 décembre 51. Rappelons que ces derniers avaient, pour eux, la légalité républicaine. Les morts de

juin 48 ne justifient en aucune façon les morts des barricades et les massacres des grands boulevards le 4 décembre 51.

Par contre Louis Napoléon Bonaparte, parjure à son serment de respecter la Constitution, selon cette même légalité, aurait dû, si le Conseil d'État en avait eu le courage, être traduit devant la haute cour de justice pour haute trahison. Il est vrai qu'il n'en était pas à son coup d'essai et avait pris soin, cette fois-ci de placer progressivement ses partisans aux postes clés de l'État, ayant ainsi pour lui, l'armée et les hauts fonctionnaires de l'administration.

Notre actuel Président ayant à cœur d'exalter la Résistance serait bien inspiré d'y associer celle de 1851 pour laquelle, des milliers de paysans, d'artisans, de notables ont payé, certains de leur vie, d'autres de leur liberté et envoyés aux bagnes. Ils voulaient, pourtant, simplement défendre la République. Salutations républicaines."

Paul CRESPIER, secrétaire de l'Association 1851 pour la mémoire des Résistances républicaines.

Comme on pouvait s'y attendre le journal n'a pas daigné passer une ligne de cette lettre dans ses colonnes. L'aura-t-il seulement transmise à son académicien préféré qui tous les dimanches nous y donne un aperçu de son état d'esprit réactionnaire.

Conférences...

• L'Association, *Les amis de Lucien Jacques*, a organisé, le mardi 30 septembre à Gréoux-les-Bains, un **café littéraire** autour des événements de 1851 dans le département des Basses-Alpes. Animée par Frédéric NÉGREL, historien responsable de notre site, cette initiative a obtenu un vif succès. Soixante-dix participants ont été tenus en haleine par l'exposé de Frédéric. Le débat s'est ouvert spontanément avec des échanges fort intéressants. Cette soirée aura atteint le but souhaité de raviver la mémoire de l'engagement des Républicains de 1851 et a permis d'aborder aussi des questions profondément politiques liées directement à l'actualité. F. Négrel a été vivement remercié et nos ouvrages ont été les bienvenus. Notre association ne peut que se réjouir d'avoir été

sollicitée pour figurer au calendrier mensuel des manifestations des Amis de Lucien Jacques par son président Jacky Michel.

Colette CHAUVIN

• *L'Observatoire méditerranéen de la Laïcité*, a organisé le 24 octobre à Carqueiranne (Var), une conférence sur la Laïcité.

Notre adhérent, René GHIGLIONE, a bien voulu nous en communiquer un long compte-rendu dont voici des extraits :

Devant une salle comble, l'ouverture a été houleuse et provocatrice due aux quarante personnes regroupées autour de trois soutanes noires, exigeant une place à la tribune, "au nom de la Laïcité". Devant le refus des conférenciers, des propos agressifs, virulents, démontrant la volonté de perturber le déroulement de la conférence, ont surpris le public stupéfait.

à la tribune :

- MASSARY, nouveau président de la section LDH de Toulon,

- Gilles MANCERON, de la Ligue des Droits de l'Homme,

- Christian TERRAS, directeur de la revue *Golias*

- Philippe PEDROT, président de séance, professeur de droit à l'Université Européenne de Bretagne.

Intervention de Gilles MANCERON

Avec éloquence, distinction, calme, le premier orateur a rappelé les grandes dates de la Laïcité.

De la Res Publica au Laos des Grecs, (...) à l'affaire Dreyfus, en 1894, qui secouera la France jusqu'à la loi de Séparation des Églises et de l'État en 1905. "Loi de compromis" défendue par Aristide Briand et Jean Jaurès alors qu'Émile Combes voulait démanteler l'Église.

Après avoir rappelé que Francis de Pressensé fut le créateur de la Ligue des Droits de l'Homme, Gilles Manceron précise que "le cadre ouvert en 1905 nous permet d'accueillir des religions nouvelles". (...) "Toutes les religions doivent se référer à ce cadre laïque et ne pas aller dans des références confuses qui en brouillent la clarté et l'application (...)."

Des applaudissements nourris saluent cette

brillante intervention au cours de laquelle “l'épisode” du Chevalier de la Barre fut évoqué comme l'exemple de l'intolérance catholique. (...)

Intervention de Christian TERRAS

“Je n'ai pas que des amis dans la salle. Cette conférence, émotionnellement, supplante le rationnel”. Dès ces premières paroles, le second conférencier va situer le problème religieux. Vont suivre des propos d'une haute valeur morale, philosophique, religieuse qui soulèveront des réactions hostiles d'une partie du public et des applaudissements de l'autre partie, majoritaire, de l'assistance.

L'orateur va rappeler la “Nouvelle évangélisation de Jean Paul II dans le Monde Entier, réaffirmant les racines chrétiennes de l'Europe.(...)”

Avec passion, profondeur d'expression, il déroule une démonstration éblouissante pour dénoncer l'appui que va rechercher Jean Paul II au détriment des frères Jésuites, Franciscains, Dominicains, catholiques libéraux et catholiques d'ouverture.

Pour l'orateur “1905 a été une Césure Historique entre le Spirituel et le Profane” et la France n'a pas été isolée en Europe et dans le Monde après l'adoption de cette loi.

Une frange de catholiques intransigeants refusera un Concile intéressant, novateur, celui de Vatican II de Jean XXIII. (...)

Brouhaha, vociférations et invectives émanant des rangs des partisans des trois prêtres en soutane, eux y compris.

“Jean Paul II a choisi une stratégie qui faisait monter ces catholiques nostalgiques. (...) Cette mouvance évangélique va faire apparaître un réseau dans le diocèse de Fréjus-Toulon qui se transforme en laboratoire très intéressant. (...) Cette dynamique des Chrétiens Évangéliques ou Charismatiques, pas toujours contrôlables, correspond également à une montée en puissance en Amérique Latine entraînant un positionnement de l'Église avec le monde”.

Et Christian Terras poursuit son analyse : “Cette conversion radicale de la dynamique évangélique trouve sa place dans le Sud de la France. Dom Marc Aillet, vicaire général du diocèse de Fréjus-Toulon, ainsi, vient d'être nommé évêque de Bayonne. De même

l'Opus Dei installée à Toulouse”.

Dans une nouvelle analyse, sans concession, Christian Terras précise les rapports de cette “troupe qui, ayant fait son chemin, plaçant sa nouvelle culture par rapport à la modernité et la Laïcité, doit amender cette dernière en la qualifiant de positive. En réalité, cela signifie une stigmatisation du Monde Moderne Actuel en condamnant le monde hédoniste (pédophilie, IVG, clonage, progrès biotechniques,...) par un durcissement de la doctrine”. (...)

Il achève son intervention en indiquant “Voilà ce qu'un certain nombre de courants intransigeants de l'Église Catholique veulent faire”. (...)

La participation virulente des trois prêtres en soutane et de leurs ouailles a montré, s'il en était nécessaire l'importance de la lutte permanente pour la défense de la laïcité.

Les fusillés de Châteaubriant...

Le souvenir de Guy Mocquet semble être passé à la trappe dans l'actualité présidentielle.

Un autre des 27 de Châteaubriant a été honoré par un magnifique discours de David DUGUÉ, secrétaire fédéral de la FILPAC-CGT, le 19 octobre 2008.

“La jeunesse est un privilège éphémère. Nous sommes venus, à plusieurs centaines de jeunes de la CGT, témoigner de notre conscience de détenir un bien volatile.

Il n'en est pas de même pour les fusillés de Châteaubriant. Ils seront jeunes à jamais.

Raison de plus pour ne pas les laisser vieillir.

On ne veut pas savoir les noms de leurs bourreaux. Nous voulons tout savoir de leur sacrifice.

En tant que secrétaire de la Filpac CGT, je voudrais immédiatement m'effacer devant l'un des 27, même s'il est à peine imaginable de les séparer.

Il s'agit de Désiré GRANET, secrétaire de la Fédération du Papier-Carton pendant le Front Populaire en 1936.

Un drôle de gars, qui, selon des faits bien établis, a opté pour la solidarité avec ses camarades otages, plutôt que de prendre la tangente individuelle. En effet, une semaine avant son exécution, un nommé Chassagne,

militant comme lui avant de devenir chef du cabinet du ministre de l'Intérieur de Pétain, lui avait offert son intervention pour le faire libérer.

Désiré lui répondit : « Je ne veux aucune faveur. Seule la libération de tous me convient. »

Et ce choix l'a conduit au peloton d'exécution, sans le moindre souci de savoir si on parlerait de lui un jour. Un héros ? Non. Un militant, engagé, simple et droit.

Sacrée leçon, en ces temps où il est tant recommandé de rentrer en concurrence les uns contre les autres.

En ces temps où le nombrilisme impudique et le paraître conformiste cachent mal le vide intérieur. Beaucoup d'efforts du haut de l'État sont accomplis depuis plus d'un an pour en finir avec la Résistance, pour établir une histoire officielle, qui banalise les hommes et efface les circonstances qui les ont conduit à un destin hors du commun. Il est fascinant de voir leur faculté à fabriquer des images d'Épinal et des icônes. Par exemple, il fallait banaliser le Che, ils en ont fait un visage figé de Christ rouge, perdu dans les replis froissés du T-shirt de l'été.

Pour moi ceux de Châteaubriant ne sont pas des noms intouchables, passibles du Panthéon et de la sacralisation officielle.

Je suis là pour clamer qu'ils sont vivants ! Vivants par ce que leur engagement est d'une évidence omniprésente, d'une actualité hurlante.

Pas seulement parce que l'extrême droite et le fascisme, en Europe, relève partout la tête. Surtout parce que l'individualisme, arme du libéralisme politique, a été utilisé comme contre-feu à la lutte collective, à l'idéal militant, au sens de l'intérêt général.

Et si Désiré GRANET est pour moi autre chose qu'un portrait sacré qui orne le siège du bureau fédéral de la Filpac, c'est bien que l'héritage historique est pour nous, à la fédération CGT des travailleurs des industries du livre du papier et de la communication, une affaire d'orientation, de pratique, un principe d'organisation !

Il s'agit moins d'un culte laïc de héros consensuels que de leçons mille fois répétées, et repassées.

Le doute sur notre idéal est permis, mais il ne peut avoir qu'un temps, court, parce que leur situation, à eux, en comparaison de la notre, n'impliquait aucune nuance. Ou le renoncement ou l'engagement. C'est pour cela que je suis ici, au nom de ma fédération. Pour prendre un bain de jouvence, et revenir, humblement, à l'école de la résistance."

Châteaubriant, **David DUGUÉ**, secrétaire fédéral, le 19 octobre 2008.

HUMOUR...

Devinette : Marseille septembre 2006, Nicolas Sarkozy entouré de journalistes pendant l'Université d'été de son parti,



ou vision prémonitoire DE LA "LAÏCITE POSITIVE" ?

Clin d'œil ...

Pour les admirateurs ou adversaires de Napoléon III :

une poupée vaudou à son effigie (aiguilles non fournies). Notice : attention, selon où vous piquez, il sera réhabilité, ou précipité au plus profond des enfers réservés aux traîtres.



